

L'histoire, comme science sociale, serait-elle devenue inaudible ? L'épuisement des grands paradigmes et la fragmentation de la recherche auraient-ils coupé les historiens de leur public, les enfermant dans un dialogue interne sans écho au-delà des murs de l'université ? Et ce constat, s'il était avéré, marquerait-il une crise de la discipline ? C'est sur cette prémisse que David Armitage et Jo Guldi ouvrent leur réflexion dans le premier texte du débat que nous publions ici. La « crise de l'histoire » est, on le sait, un thème récurrent depuis une génération au moins. Le diagnostic de nos deux auteurs est toutefois différent de celui qu'esquissaient les Annales dans deux éditoriaux récents¹. C'est en partie un effet de perspective. Le point de vue qu'ils privilégient explicitement et presque exclusivement est celui de l'historiographie américaine – celui aussi des grandes universités de recherche des États-Unis, où l'impératif professionnel d'afficher la nouveauté a favorisé ces turns que les auteurs critiquent et qui peuvent parfois apparaître éloignés des pratiques historiographiques européennes. Cette perspective située explique peut-être pourquoi D. Armitage et J. Guldi se montrent particulièrement sensibles à ce qu'ils décrivent comme une perte d'influence de l'histoire, comme discipline, sur la société et, plus spécifiquement, sur les politiques publiques.

C'est pourtant un nouveau « tournant » qu'ils recommandent à leur manière. L'article qu'ils publient ici n'est-il pas contemporain d'un History Manifesto qu'ils adressent à l'ensemble de la communauté historique² ? La voie qu'ils préconisent est celle

1 - « Éditorial », *Annales HSS*, 66-1, 2011, p. 5-7 ; « Les Annales, aujourd'hui, demain », *Annales HSS*, 67-3, 2012, p. 557-560.

2 - Jo GULDI et David ARMITAGE, *The History Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, <http://historymanifesto.cambridge.org/>.

d'un retour à la longue durée, combinée à la mobilisation des capacités techniques actuelles de traitement de données à grande échelle, que l'on nomme désormais big data. Disons-le d'emblée, les Annales ne partagent pas leur conception de la longue durée. Pour Fernand Braudel, elle s'identifiait à un double enjeu. Dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, elle permettait sans nul doute de faire valoir l'importance d'« une histoire lente à couler, à se transformer, faite souvent de retours insistants, de cycles sans cesse recommencés »³. Elle invitait aussi à analyser les phénomènes humains dans leur temporalité propre et pertinente. Comme méthode, la longue durée s'inscrivait donc dans une démarche expérimentale, emboîtant les temporalités et les échelles. Dans le célèbre article de 1958, le point de vue s'était sensiblement déplacé⁴. Face à la vague montante du structuralisme, la longue durée était entendue comme un rappel à l'historicité essentielle des faits sociaux. À ce titre, elle pouvait offrir un horizon programmatique à l'articulation de l'histoire et des autres sciences sociales, plus ancrées dans le présent. Elle n'excluait pas pour autant la validité d'autres échelles d'analyse. En ce sens, elle n'a pas vocation à s'opposer à d'autres démarches. Ajoutons que l'opposition constamment invoquée par D. Armitage et J. Guldi entre ce qu'ils nomment « longue durée » et « micro-histoire » apparaît abusivement réductrice. Outre que la micro-histoire, au sens strict du terme, propose des protocoles de recherche spécifiques et qui ne s'identifient pas nécessairement, tant s'en faut, avec la prise en compte de durées courtes, il existe, entre les approches macro et les approches micro, toute une gamme de possibilités intermédiaires, celles-là même que F. Braudel recommandait d'explorer pour reconnaître la complexité des histoires et de leur inscription temporelle.

Ce désaccord de fond ne saurait toutefois faire obstacle au débat. Les Annales n'entendent pas ici se comporter en gardiennes d'une orthodoxie qui n'a pas lieu d'être. Elles ne sont, ni personne, propriétaires d'une proposition qui, depuis plus d'un demi-siècle, a produit des effets différenciés dans un paysage historiographique qui s'est profondément transformé. Nous sommes convaincus que le moment historiographique actuel appelle à l'expérimentation des approches en même temps qu'à la reformulation des liens entre l'histoire et les autres sciences sociales – une conviction qui fonde l'approche de la revue. Dans ce cadre, l'intérêt du manifeste volontiers polémique que proposent D. Armitage et J. Guldi est d'abord d'offrir un diagnostic situé – la « perspective anglo-américaine » indiquée dès le titre – comme cadre de son exhortation programmatique. Ils le font en articulant aux considérations historiographiques une analyse professionnelle de la discipline, en soulignant ce qu'ils perçoivent comme une séparation croissante entre les impératifs de la recherche et la mission d'éducation du grand public (au sein de laquelle ils insistent surtout sur les institutions politiques). C'est sur ce terrain que les Annales souhaitent placer le débat. Plus que de juger de la pertinence d'un « retour à la longue durée », quelle que soit la définition qu'on veuille bien lui donner, le présent débat aborde la proposition des deux auteurs dans la perspective que souhaitent privilégier les Annales : décentrer et croiser les points de vue historiographiques, et explorer de manière critique les démarches historiennes mises en œuvre, avec la conviction de la nécessité de sortir de l'entre-soi. Nous avons donc choisi de soumettre le texte

3 - Fernand BRAUDEL, « Préface », in F. BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949, p. XIV.

4 - *Id.*, « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales ESC*, 13-4, 1958, p. 725-753.

de D. Armitage et J. Guldi à des lectures croisées. Elles conjuguent des points de vue critiques internes à l'historiographie américaine, celle d'où parlent les auteurs, comme Lynn Hunt dans sa contribution, à des commentaires dont la perspective, ancrée dans d'autres traditions ou associée à d'autres problématiques, invite à reformuler les termes du débat : l'exemple chinois exploré par Christian Lamouroux est éclairant à cet égard. Ces lectures reviennent, dans leur historicité, sur les approches mises en avant par les auteurs – Francesca Trivellato, venue de la *microstoria*, sur la longue durée, Claire Lemerrier sur les promesses et les écueils des méthodes quantitatives. Celle de Claudia Moatti se situe sur un autre terrain encore : elle revendique une prise de distance épistémologique explicite, extérieure à la perspective adoptée par les auteurs, et met en cause la signification même de leur démarche. Nous avons enfin, comme il allait de soi, laissé le dernier mot (provisoire) de ce débat à D. Armitage et à J. Guldi qui répondent aux commentaires suscités par leur proposition.

La plupart de ces contributions sont critiques. Ensemble, elles nous ont paru ouvrir aussi un espace de réflexion sur l'histoire, sur son rôle et sa place dans les sciences sociales au sein d'un débat international qui doit prendre au sérieux non seulement la circulation des savoirs et des paradigmes historiques, mais aussi l'ancrage des perspectives dans des traditions historiographiques dont les logiques, bien qu'ouvertes, nous sont apparues durablement sensibles en cette occasion.

Les Annales